Déposé le : 18 mai 2017
No CH-164
Secrétaire : [Signature]

Monsieur le Ministre et Députés

Commission parlementaire sur le projet de Loi 122

Garder le droit référendaire et élargir les fonds distribués aux médias

La Loi 122, une rupture du contrat signé lors des fusions municipales

Ayant participé aux dossiers de réformes municipale entre 1997 et 2004 au titre de présidente Mouvement pour la Démocratie dans les Villes, le projet de Loi 122 m'incite à sortir de ma réserve, en particulier en ce qui concerne l'abolition du droit référendaire en faveur des commissions de consultation, l'abolition de l'obligation de publier les avis publics dans les journaux et l'obligation d'aller en appel d'offre pour des contrats excédant 100 000\$.

En apparence une commission de consultation possède la compétence et la distance voulue pour arbitrer les questions conflictuelles d'aménagement du territoire. Super partes, elle peut se prononcer en faveur de l'intérêt général. Le citoyen propriétaire est cependant le premier à se rendre compte que le toit coule et que l'eau affecte son bien. Le droit référendaire lui permet de refuser un projet contraire à sa qualité de vie qui en dérogation aux règlements existants et souvent contradictoire avec le schéma d'aménagement. Un argument en faveur d'une commission de consultation, en remplacement du statut quo, est qu'elle érige un bouclier protecteur face aux débordement d'une industrie de la construction qui peut être violente comme nous l'a montré la Commission Charbonneau. N'oublions pas l'essentiel toutefois, la violence ne fait pas toujours de bruit, elle est l'omerta qui isole le wistleblower/citoyen qui dénonce les abus et les illégalités. C'est une sanction silencieuse et invisible.

Je rappelle qu'une décision de la commission de consultation peut être facilement contournée, cela a été le cas Musto à Ahuntsic où des centaines de mémoire avaient donné lieu à une décision en faveur des citoyens sur les limites de hauteur et de densification du projet immobilier. L'arrondissement s'est retourné et a changé sa réglementation d'urbanisme pour passer outre (par la suite on découvrait un cadeau du promoteur au maire).

Le droit référendaire est cependant plus qu'un outil, il s'agit d'un symbole fort de l'équilibre concurrentiel face au système de pouvoir qui lie souvent le cacique médiatique local, les gestionnaires et les groupes d'affaires. Le contrôle ploutocratique s'exerce aussi sur les groupes communautaires tenus en laisse par les subventions. Le pluralisme ? Existente et persistent les associations soumises. Elles sont intégrées au réseau et en temps voulu reçoivent le mot d'ordre d'isoler de dénonciateur. Ultiment les récalcitrants sont insérés sur une liste noire médiatique et n'existent plus au regard de la censure. La sanction devient alors la mort civile. Il faut être héroïque désormais pour affirmer la présence du droit décrit dans la loi. Le droit référendaire est la dernière mesure qui rappelle à l'arrogance des pouvoirs, qu'hier encore l'État

appelait la Souveraineté du peuple. Je pourrais vous citer plusieurs cas cités en exemple où les citoyens ont été culpabilisés par « On sait bien, pas dans ma cour ! » ou « les citoyens ne comprennent rien » En fait l'objet de changement dérogatoire réel était dissimulé sous une question référendaire fictive.

Vous voulez bannir les annonces publiques ? Je propose au contraire d'ajouter un budget de dépenses obligatoires dans chaque ville, au profit de la liberté de presse. Ce fond au pluralisme médiatique serait basé sur le calcul de la moyenne des publicités de partis et conseillers municipaux achetées actuellement dans chaque arrondissement et ville. Ce budget serait réparti entre les médias locaux pour assurer leur survie et leur indépendance. Augmentons l'indépendance du Conseil de Presse géré par son ordre professionnel. Créons de vrais ombudsmen... Vous voulez donner plus de pouvoir aux municipalités ? D'accord mais réintégrez tous les recours étatiques à disposition des citoyens. Que l'État redevienne un État et non un fantôme mou à l'ombre de milliers de villes qui ne se sentent désormais plus imputables.

Ayant participé aux dossiers citoyens concernant des réformes municipales survenues entre 1997 et 2004 sur le financement électoral dans les municipalités, l'augmentation du seuil des dépenses municipales admises sans recourir à des appels d'offre (de 25 000\$ à 100 000\$), l'enquête sur les élections clé en main (précurseur de la Commission Charbonneau), les vérificateurs généraux dans les villes de plus de 100 000 habitants, la commission de Gérald Tremblay sur les consultations publiques en 2004, ou je proposais notamment un pouvoir référendaire initiateur de réformes accessible en faveur des citoyens, je considère les changements de la Loi 122 une mesure d'incitation à la corruption et à la rupture ultérieure des liens sociaux. Comme disait Aristote, la corruption est l'application de la politique en faveur d'une oligarchie, plus terre à terre, disons que la corruption est le ver qui vide la coquille de l'intérieur.

Sous la poussée des scandales qui éclataient à Montréal et dans les villes de la région métropolitaine, en 1998 et 1999, Madame Harel, alors Ministre des Affaires municipales rendit plus contraignant le seuil des dépenses sans appel d'offre dans les municipalités qui sont alors passées de 25 000\$ à 100 000\$. Madame Harel imposa toutefois la fusion forcée des villes (en dépit de leur résistance devant les plus hauts tribunaux). Un prix consolatoire fut cependant concédé, un droit référendaire élargi. La Loi 122 est une rupture contractuelle de cette entente, une invitation aux villes à se défusionner.

Monique Deslauriers

Monique_desl@yahoo.ca